

Offre de contrat doctoral — L'expertise toxicologique : acteurs, modes de connaissance et controverses dans l'évaluation des risques des pesticides

L'évaluation des risques des pesticides fait aujourd'hui l'objet d'une controverse, qui affleure de plus en plus fréquemment dans l'espace public : la base des connaissances scientifiques mobilisées dans ce processus public d'évaluation utilise serait trop réduite. Elle serait principalement alimentée par une science dite réglementaire, faite d'études standardisées, de durée souvent insuffisante, reposant sur des modèles animaux non nécessairement pertinents pour capter les risques chroniques posés par les pesticides pour l'homme ou des espèces non-cibles. Elle serait coupée de la recherche académique sur les effets de ces produits, ainsi que des données provenant des utilisateurs ou des citoyens exposés aux pesticides. Inversement, elle serait trop influencée par les entreprises agro-chimiques, qui tendent à minimiser les risques de leurs produits dans les études qu'ils transmettent aux agences en charge de l'autorisation des produits.

Ces débats illustrent le fait que la science sur laquelle sont fondées les décisions d'autorisation de pesticides et les mesures de gestion des risques, est construite par plusieurs acteurs potentiels, selon des modes de connaissance des risques variables, parfois conflictuels. La thèse proposée vise à analyser la structuration de la production des connaissances sur les pesticides et leurs risques, à partir d'enquête dans les différents lieux (laboratoires de recherche publique, laboratoires privés, bureaux d'études, agences d'expertise, associations environnementales...) dans lesquels les pesticides sont testés, analysés et évalués du point de vue de leur mode d'action. L'enquête doit contribuer à répondre aux questions suivantes : Quelles sont les différentes pratiques et cultures épistémiques mises en œuvre dans les recherches sur les modes d'action des pesticides dans les différents contextes où celles-ci sont conduites ? Qui construit et défend ces différentes manières de connaître les pesticides : quels sont les réseaux impliqués, qu'est-ce qui en fait la cohésion, quelles relations entretiennent-ils entre eux, quels champs de connaissance est-ce qu'ils dessinent ? Comment les différents modes de connaissance et experts des pesticides, influent sur l'interprétation de leurs risques, dans le cours des processus de décision sur le classement, les mesures d'usage ou la mise sur le marché des pesticides ?

L'analyse doit permettre de mieux caractériser ce qu'on appelle la science réglementaire et ses rapports avec la recherche publique et la recherche industrielle, saisir les mécanismes par lesquels l'expertise publique servant à l'évaluation des produits est produite, et les controverses sur l'utilisation de la science dans l'action publique et les manipulations qu'elle subirait. Elle doit contribuer à éclairer les affaires entourant la commercialisation de pesticides comme le glyphosate, le chlorpyrifos, les néonicotinoïdes ou encore les SDHI.

La thèse sera fondée sur des méthodes qualitatives ainsi que sur des analyses quantitatives de données textuelles, et pourra se concentrer sur une ou plusieurs familles de pesticides. Elle implique des déplacements dans plusieurs pays européens. Une formation de niveau M2 en sociologie (sociologie des sciences, sociologie politique particulièrement) et une connaissance des *science and technology studies* sont requises. Une connaissance de la biologie et/ou des sciences environnementales serait un avantage. La capacité à conduire des recherches en français et en anglais est indispensable.

La thèse sera réalisée au sein du Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés, unité mixte de recherche CNRS-INRAE-Université Gustave Eiffel, sous la direction de David Demortain (directeur de recherche en sociologie à INRAE), en codirection avec Laurence Huc (chargée de recherche en toxicologie, INRAE). Le contrat doctoral proposé est un contrat à temps plein d'une durée de 36 mois, avec un salaire brut mensuel de 1874 euros.

Pour candidater, merci de transmettre à david.demortain@inrae.fr avant le 20 octobre 2020 une lettre de motivation, un curriculum vitae, un exemple de production académique (mémoire, article le cas échéant) et deux lettres de recommandation.